

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/11935/Add.5
11 février 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT
OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans le document S/11935, daté du 5 janvier 1976, et dans les additifs pertinents. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 7 février 1976, le Conseil de sécurité est intervenu au sujet de la question suivante :

La situation aux Comores

Par un télégramme daté du 28 janvier 1976 (S/11953) adressé au Président du Conseil de sécurité, le Chef de l'Etat comorien a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité au sujet du référendum que le Gouvernement français avait l'intention d'organiser à Mayotte le 8 février 1976.

Dans une lettre datée du 3 février (S/11959) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée-Bissau a demandé au nom du Groupe africain, que les mesures nécessaires soient prises pour la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité afin d'examiner la requête du Gouvernement comorien.

A sa 1886ème séance, tenue le 4 février, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'inscrire cette question à son ordre du jour, les requêtes émanant du Chef de l'Etat comorien et du représentant de la Guinée-Bissau constituant les alinéas a) et b) du point 2. Le Conseil a poursuivi l'examen de ce point à ses 1887ème et 1888ème séances, les 5 et 6 février. Au cours de ces séances, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants des Comores, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, du Kenya, de Madagascar, du Nigéria et de la Somalie à participer au débat sans droit de vote.

A la 1888ème séance du Conseil, le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution publié sous la cote S/11967, qui avait pour auteurs le Bénin, la Guyane, le Panama, la République arabe libyenne et la République-Unie de Tanzanie et dont le dispositif était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

...

1. Considère que l'organisation d'un tel référendum par la France à Mayotte constitue une ingérence dans les affaires intérieures des Comores;

2. Demande au Gouvernement français de renoncer à organiser ce référendum à Mayotte;

3. Demande au Gouvernement français de respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat comorien et de s'abstenir de toute action susceptible de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Etat comorien;

4. Prie le Gouvernement français d'engager dans les plus brefs délais des négociations avec le Gouvernement comorien à l'effet de prendre des mesures propres à sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat comorien, composé des îles d'Anjouan, de la Grande-Comore, de Mayotte et de Mohéli;

5. Prie tous les Etats de respecter scrupuleusement l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat comorien;

6. Prie le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité aussitôt que possible."

Le projet de résolution (S/11967) a été mis aux voix à la 1888ème séance du Conseil de sécurité. Il y a eu 11 voix pour, une voix contre (France) et 3 abstentions (Etats-Unis, Italie et Royaume-Uni). En raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité, le projet de résolution n'a pas été adopté.

